



STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER

ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

Pour publication immédiate : 13 mai 2013

LE GOUVERNEUR CUOMO DEVOILE UNE PROPOSITION DETAILLEE POUR LA NOUVELLE SOCIETE DE SERVICES PUBLICS DE LONG ISLAND

Propose une législation pour privatiser les opérations des services publics de Long Island, améliorer la performance et réduire le coût de la dette

Le Gouverneur de l'État de New York M. Andrew M. Cuomo a publié aujourd'hui une législation pour transformer les opérations des services publics de Long Island et fournir de nouveaux et meilleurs services, notamment stabiliser les tarifs, privatiser les opérations des services publics, améliorer le service à la clientèle et la réponse en cas d'urgence, réduire le coût de la dette de l'Autorité de l'Energie de Long Island (LIPA), et créer une véritable surveillance de la société de services publics de Long Island.

« Les conséquences du Super Ouragan Sandy ont montré indéniablement et sans équivoque que le statut quo de LIPA était inacceptable et que nous devons créer un nouveau réseau des services publics de Long Island », a déclaré le Gouverneur Cuomo. « La proposition de ce jour transformera le service public de Long Island en mettant un terme à la société LIPA telle que nous la connaissons et en créant une nouvelle structure conçue pour faire passer les contribuables en premier, en accordant la priorité à un meilleur service client, en réduisant le coût de la dette, et en plaçant le nouveau service public sous une surveillance rigoureuse. Nous nous réjouissons également que la nouvelle société de services publics cherche à geler les tarifs pendant trois ans, parce que les Long Islandais ont trop payé pour trop peu de services pendant trop longtemps. »

Jan Burman, Président, Association for a Better Long Island, (QABLI), a déclaré : « Avec des membres qui représentent le groupe le plus important des consommateurs d'énergie à Long Island, nous félicitons le Gouverneur Cuomo pour ses efforts pour trouver une solution stratégique à la question des moyens les plus aptes à créer un moyen robuste et rentable de transmettre l'énergie. Sans une voie viable pour relever ce défi, l'avenir économique de la région est compromis ainsi que la qualité de vie appréciée par 2,7 millions de New Yorkais. L'annonce du Gouverneur nous engage maintenant dans la voie de la protection de l'avenir de notre énergie. »

Kevin Law, Président de l'Association de Long Island, a déclaré : « L'Association de Long Island soutient les efforts du Gouverneur Cuomo pour restructurer LIPA et la manière dont les services publics pour l'électricité sont détenus et gérés à Long Island et nous espérons collaborer avec le Gouverneur pour développer la législation nécessaire à la mise en oeuvre de ces réformes. »

French

Le Superviseur de la Ville de Babylon, Rich Schaffer, a déclaré : « LIPA a déçu les résidents de la Ville de Babylon et de Long Island lors du Super Ouragan Sandy et il est temps d'insuffler une réelle responsabilisation pour assurer que nous ne rencontrerons plus jamais les mêmes erreurs. Le plan du Gouverneur Cuomo permettra de stabiliser les tarifs, de réduire les inefficacités, et d'assurer que nos services publics seront beaucoup mieux préparés en cas d'une prochaine grosse tempête. »

Le Superviseur d'Huntington, Frank P. Petrone, a déclaré : « Comme la réponse de LIPA l'a démontré lors des deux dernières tempêtes, un changement était clairement nécessaire pour assurer que les Long Islandais ne subiront plus le degré de souffrances endurées après Irene et Sandy. Je félicite le Gouverneur Cuomo pour son action pour réduire LIPA à une société de holding et de confier la gestion professionnelle du réseau électrique de Long Island à PSEG. »

Suite au Super Ouragan Sandy, le Gouverneur Cuomo a créé une commission Moreland pour enquêter sur la réponse, la préparation et la gestion de LIPA, parmi d'autres sociétés de services publics. L'enquête de la commission Moreland a conclu que le service client défaillant de LIPA, les tarifs élevés, l'étendue de la dette, les infrastructures insuffisantes et obsolètes, et le manquement à ses obligations lors des catastrophes naturelles sont la conséquence de sa structure dysfonctionnelle à deux divisions. Sous l'ancienne structure avec LIPA en charge des opérations, les décisions sur les ressources/l'investissement en capital étaient prises par le biais de consultants et non par les gestionnaires des services qui opèrent le réseau, mettant souvent des priorités politiques avant les besoins des contribuables. De plus, depuis qu'elle a été créée, LIPA n'a pas été soumise à une surveillance de l'Etat ni à aucune responsabilité de performance.

Le plan du Gouverneur élimine l'ancienne structure en accordant à PSEG la pleine autorité pour gérer les opérations quotidiennes ; le budget, le fonctionnement et la maintenance du réseau ; la préparation et la réponse en vue des tempêtes ; les améliorations des infrastructures ; l'efficacité énergétique et les activités renouvelables. La rémunération de la nouvelle société de services publics sera basée en partie sur la preuve de l'amélioration de la performance et de la satisfaction de la clientèle. LIPA sera réduite à une société de holding avec un petit conseil, passant de 15 membres à 5 membres, afin de rester société publique détenue par l'Etat et éligible pour la FEMA et les crédits d'impôts. L'Etat se réjouit également que LIPA et PSEG cherchent à geler les tarifs pour 2013, 2014 et 2015.

La législation proposée par le Gouverneur :

- permettra à l'Etat de privatiser les opérations et la maintenance du réseau de services publics ;
- amendera la loi de l'Etat pour réduire le coût de la dette de LIPA au-travers d'un re-financement à taux d'intérêt plus faible ;
- instituera des réformes concernant le conseil de LIPA et limitera le nombre des membres habilités de LIPA à un minimum. Les effectifs actuels de plus de 90 employés seront réduits à environ 20 ;
- placera la société de services publics sous la surveillance de l'Etat ;
- autorisera PSEG à passer des contrats et effectuer des achats sans l'approbation bureaucratique de l'Etat ;

- préservera le statut d'exonération fiscale et les protections de la dette existante et future ; et
- préservera l'éligibilité de la FEMA pour le remboursement des coûts de tempête.

S'attaquer à la dette LIPA et au fardeau fiscal

Depuis la fin des années 1990, la dette de LIPA de 6,7 millions de dollars n'a pas diminué et représente près de 10 pour cent des factures des contribuables. Les impôts fonciers qui font l'objet de contestations sur les centrales électriques représentent un surplus de 5% des factures des contribuables. Selon la proposition du Gouverneur, près de la moitié de la dette de LIPA sera re-financée à un taux d'intérêt plus bas. L'Etat se servira aussi de la transition vers une nouvelle société de services publics pour trouver une solution juste et équilibrée au problème des impôts qui sont évalués dans les centrales et le réseau électrique de Long Island. Abaisser les impôts fonciers peut être un moyen de diminuer les tarifs ou de réduire la dette pour la première fois en 15 ans.

Création d'une véritable surveillance

Le Gouverneur propose de créer un Bureau du Département des services publics de Long Island avec l'autorité de contrôler les opérations de la nouvelle société de services publics et d'émettre des recommandations. La nouvelle société de services publics devra se conformer à la surveillance renforcée de ce bureau, comprenant une procédure de révision rigoureuse sur les tarifs proposés et la réponse en cas de tempête.

###

Des informations supplémentaires sont disponibles sur www.governor.ny.gov
Etat de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418